

Jugement N°167/19/CJ/SII/TCC
du 14 novembre 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0454

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Koffi Vincent KOUADIO
(*Me Prosper AHOUNOU*)

C/

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Maurice YEDOMON

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 14 novembre 2019 ;

- Société CCEI BANK BENIN SA
(*Me Simplicie DATO*)
- Africaine Vie Bénin SA
(*Me Filibert BEHANZIN*)

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à
l'audience publique du 14 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

OBJET

Paieement

DEMANDEUR :

Koffi Vincent KOUADIO, né le 21 janvier 1972 à
TREICHVILLE (République de Côte d'Ivoire), de
nationalité ivoirienne, demeurant à Cotonou, Cadjèhoun
carré 1171 ;

*Assisté de Maître Prosper AHOUNOU, Avocat au Barreau du
Bénin ;*

D'UNE PART

DEFENDERESSES :

- **Société CCEI BANK BENIN** Société Anonyme, au
capital de francs CFA dix milliards (10.000.000.000),
immatriculée au registre du commerce et du crédit
mobilier de Cotonou sous le numéro RCCM RB/COT/13
B 10421, dont le siège social est sis au lot n°30 zone
résidentielle, carré n°522 M au quartier dit Zongo Ehuzu
à Cotonou, 01 BP 404 Cotonou, prise en la personne de

son Directeur Général, demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite Société ;

Assistée de Maître Simplicie C. DATO, Avocat au Barreau du Bénin ;

- **Africaine Vie Bénin SA**, Société d'Assurance Vie au capital de 1.000.000.000 FCFA, inscrite au RCCM sous le numéro RB/COT/07 B 1518, IFU : 3200801447316, entreprise régie par le code des Assurances CIMA, dont le siège social est sis au lot 19 patte d'Oie, 01 BP 2040 Cotonou, tél : 21 30 39 93, prise en la personne de son Directeur Général, demeurant ès-qualité audit siège ;

Assistée de Maître Filibert T. BEHLANZIN, Avocat au Barreau du Bénin ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

FAITS ET PROCEDURE

Koffi Vincent KOUADIO a obtenu le 30 mars 2017, de la CCEI BANK BENIN SA, un prêt de soixante millions (60.000.000) francs CFA garanti par une assurance perte emploi souscrite le 07 avril 2017 auprès de l'Africaine Vie Bénin SA à hauteur du même montant ;

Le 20 avril 2018, Koffi Vincent KOUADIO a été licencié et en a informé la CCEI BANK BENIN SA et l'Africaine Vie Bénin SA ;

Le 12 mai 2018, les droits de licenciement de Koffi Vincent KOUADIO d'un montant de 47.749.937 FCFA ont été viré sur son compte par son employeur ;

Se prévalant du défaut de couverture du sinistre par l'assureur, la CCEI BANK BENIN SA a mis des restrictions sur le compte empêchant celui-ci de procéder au retrait desdits fonds et a prélevé la somme de 13.130.437FCFA au titre des échéances impayées ;

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte du 30 juillet 2018, Koffi Vincent KOUADIO a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société CCEI BANK BENIN SA et l'Africaine Vie Bénin SA pour obtenir :

- le déblocage de son compte sous astreintes comminatoires de deux millions (2.000.000) francs CFA par jour de résistance ;
- le paiement de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs à titre de dommages-intérêts ;
- le remboursement de la somme de treize millions cent trente mille quatre cent trente-sept (13.130.437) francs ;
- l'exécution provisoire du présent jugement ;

Au soutien de ses demandes, Koffi Vincent KOUADIO expose qu'il ne peut être contraint au paiement de la caution judicatum solvi en ce qu'il est de nationalité ivoirienne ;

Que les ressortissants de l'espace CEDEAO jouissent des mêmes droits devant les juridictions nationales des Etats de la communauté, sans discrimination fondée sur la nationalité ;

Que le moyen tiré de la nullité de l'exploit introductif d'instance pour défaut d'indication de sa profession ne peut prospérer en ce qu'il était sans emploi au moment de l'élaboration de l'acte ;

Que la Société Africaine Vie Bénin SA qui soulève ce moyen, n'évoque aucun préjudice ;

Que l'inexécution par celle-ci de ses obligations, ouvre droit à la restitution des prélèvements opérés par la CCEI BANK BENIN SA et à des dommages-intérêts ;

La CCEI BANK BENIN développe que Koffi Vincent KOUADIO n'a pas répondu à temps à la demande de communication de pièces qui lui a été adressée ;

Que ses actes sont respectueux de la convention qui les lie ;

Qu'elle sollicite la condamnation de celui-ci au paiement des sommes de 1.715.933FCFA représentant le solde de sa créance, après encaissement du montant viré sur le compte de cd dernier et 10.000.000FCFA à titre de dommages-intérêts pour action abusive et vexatoire ;

L'Africaine Vie Bénin SA soulève :

- l'exception de cautio judicatum solvi qu'elle fixe à 20.000.000FCFA ;
- la nullité de l'exploit introduction d'instance ;
- sa mise hors de cause ;

Elle soutient également le mal fondé des demandes de condamnation formulées par Koffi Vincent KOUADIO ;

A l'appui de ses prétentions, l'Africaine Vie Bénin SA développe que Koffi Vincent KOUADIO est de nationalité ivoirienne ;

Que sa profession ne figure pas dans l'exploit introductif d'instance ;

Qu'elle n'est pas mêlée au blocage du compte du susnommé ;

Que le risque a disparu au moment de l'étude du dossier en ce que Koffi Vincent KOUADIO a retrouvé un autre emploi ;

Que la transaction intervenue entre celui-ci et la CCEI BANK BENIN SA lui est inopposable ;

Que les demandes en condamnation formulées par celui-ci sont mal fondées ;

La CCEI BANK BENIN SA et Koffi Vincent KOUADIO ont procédé à un règlement à l'amiable de leur contentieux et celui-ci s'est désisté de son action à l'égard de la CCEI BANK BENIN SA ;

1- Sur l'exception de cautio judicatum solvi

Attendu que l'article 166 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : « *Sauf conventions diplomatiques et instruments communautaires contraires, l'étranger, demandeur principal ou intervenant, peut être tenu, si le défendeur le requiert, de fournir une caution destinée à garantir le paiement des frais et des dommages et intérêts auxquels il pourrait être condamné, à moins qu'il ne justifie que la valeur de ses immeubles situés en République du Bénin est suffisante pour répondre de ses condamnations éventuelles. Il pourra être substitué à la caution, un cautionnement dont le montant sera fixé par le juge ou toutes autres garanties suffisantes laissées à l'appréciation souveraine du juge* » ;

Attendu que la Convention de Coopération et d'Entraide en matière de justice entre les Etats membres du Conseil de l'Entente signée à Yamoussoukro le 20 février 1997 prévoit en son article 5 que les ressortissants de chacun des Etats membres ont, sur le territoire des autres, un libre et facile accès aux tribunaux tant administratifs que judiciaires, pour la poursuite et la défense de leurs droits. Il ne peut, notamment leur être imposé ni caution, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, en raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays ;

Attendu que la République du Bénin et la République de Côte d'Ivoire sont membres du Conseil de l'Entente ;

Que la caution judicatum solvi ne peut être imposée à un ressortissant d'un de ces Etats sur le territoire de l'autre ;

Qu'il n'en faut pas plus pour rejeter l'exception de cautio judicatum solvi soulevée ;

2- Sur la nullité de l'assignation

Attendu que l'article 193 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 sus indiquée prescrit : « *Aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul pour vice de forme si la nullité n'en est pas expressément prévue par la loi, sauf en cas d'inobservation d'une formalité substantielle ou d'ordre public.* »

La nullité ne peut être prononcée qu'à charge pour l'adversaire qui l'invoque de prouver le grief que lui cause "irrégularité" ;

Attendu que le défaut d'indication de la profession ne relève pas d'une formalité d'ordre public ;

Que la Société Africaine Vive Bénin SA ne justifie d'aucun préjudice tiré de l'absence d'indication de la profession de Koffi Vincent KOUADIO dans l'assignation ;

Qu'il convention de rejeter la demande d'annulation dudit acte ;

3- Sur le désistement d'instance à l'égard de la CCEI BANK BENIN SA

Attendu que selon les articles 480 et 483 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 sus évoquée, le désistement emporte extinction de l'action dès lors qu'il est parfait ;

Que le désistement est parfait après la liaison de l'instance lorsqu'il est accepté par le défendeur ;

Attendu que la Société CCEI BANK BENIN SA s'est associée au désistement d'instance annoncé à son égard par Koffi Vincent KOUADIO ;

Qu'il y a lieu d'en donner acte à celui-ci et de constater que la demande relative au déblocage de son compte bancaire est devenue sans objet ;

4- Sur le remboursement des prélèvements opérés par la Société CCEI BANK-BENIN SA et dommages-intérêts sollicités par Koffi Vincent KOUADIO

Attendu que les conventions légalement formées ne tiennent lieu de loi qu'à ceux qui les ont faites ;

Attendu que la Société Africaine Vie Bénin SA invoque la disparition du risque couvert en raison d'un nouvel emploi de Koffi Vincent KOUADIO en se fondant sur la convention de partenariat du 30 décembre 2015 entre la CCEI BANK BENIN SA d'une part, l'AFRICAINNE, SAHAM VIE, NSIA VIE BENIN et ARGG ;

Attendu que cette convention n'a pas la portée d'une loi ou d'un acte réglementaire et n'est donc pas opposable aux tiers ;

Qu'elle ne saurait fonder l'extinction de l'obligation de couverture du sinistre qui incombe à la Société Africaine Vie Bénin SA ;

Mais attendu que la notice d'information annexée au contrat d'assurance entre celle-ci et Koffi Vincent KOUADIO précise au point C : *« La garantie cesse dès que l'assuré reprend une activité qui lui apporte gain ou profit qu'elle soit salariée ou non. L'assuré est tenu d'en informer l'organisme de crédit, qui doit le déclarer à la compagnie »* ;

Attendu que dans son courrier du 15 mai 2018 adressé à la CCEI BANK BENIN, Koffi Vincent KOUADIO a indiqué : *« Je profite de ce courrier pour vous informer que j'ai finalisé les entretiens d'embauche avec une société de la place dans laquelle je dois démarrer le 1^{er} juin 2018. Le revenu mensuel s'élèvera à environ quatre (04) millions. Le document de domiciliation irrévocable de la CCEI BANK BENIN sera établi avant la fin du mois de juin 2018 »* ;

Attendu que dans sa correspondance du 24 juillet 2019 au Directeur Général de l'Africaine Vie Bénin SA, la CCEI BANK BENIN a précisé : *« ...Par ailleurs, nous vous informons que suite aux demandes successives de renvoi d'audience*

sollicitées par le conseil de l'assuré, nous avons procédé de commun accord avec Monsieur Koffi Vincent KOUADIO à un règlement amiable du différend suivant certaines conditions qu'il a approuvées. Dès lors, la banque a obtenu la domiciliation irrévocable par exploit d'huissier du salaire de l'assuré auprès de son nouvel et actuel employeur, ce qui permet désormais de rembourser normalement les échéances de son crédit » ;

Attendu qu'il est constant que le licenciement de Koffi Vincent KOUADIO est intervenu le 20 avril 2018 ;

Que seule la couverture du sinistre entre cette date et juin 2018 où il a retrouvé un nouvel emploi peut être imposée à l'Africaine Vie Bénin SA ;

Qu'au regard des prélèvements mensuels de l'ordre d'environ 1.300.000FCFA, le tribunal dispose d'éléments suffisants pour fixer le montant du sinistre à couvrir à la somme de 2.500.000FCFA ;

Qu'il y a lieu de condamner l'Africaine Vie Bénin SA au paiement de cette somme ;

Mais attendu que la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par Koffi Vincent KOUADIO n'est en rien justifiée ;

Que le retard dans la couverture du sinistre lui incombe en ce qu'il n'a transmis les pièces qui lui ont été réclamées par l'Africaine Vie Bénin SA le 06 juin 2018 que le 22 août 2018 soit après l'introduction de la présente procédure ;

Qu'il y a lieu de rejeter sa demande de condamnation à des dommages-intérêts ;

5- Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être accordée qu'en cas d'urgence ou de péril ;

Attendu que Koffi Vincent KOUADIO a retrouvé un nouvel emploi qui lui permet d'honorer ses engagements à l'égard de la CCEI BANK BENIN ;

Qu'aucune preuve de l'urgence ou du péril n'est rapportée en l'espèce ;

Qu'il y a lieu de rejeter l'exécution provisoire sollicitée ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette les exceptions de cautio judicatum solvi et de nullité de l'exploit introductif d'instance ;
- Donne acte à Koffi Vincent KOUADIO de son désistement d'instance à l'égard de la Société CCEI BANK BENIN SA ;
- Dit que la demande de déblocage de compte bancaire est devenue sans objet ;
- Condamne l'Africaine Vie Bénin SA à verser à Koffi Vincent KOUADIO, la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA au titre de la couverture du sinistre allant de la période du 20 avril 2018 au 1^{er} juin 2018 ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par Koffi Vincent KOUADIO ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;
- Condamne la Société Africaine Vie Bénin SA aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT